

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 Chemin de Maquens
11000 CARCASSONNE

Carcassonne, le 17/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



DISTILLERIE NARBONNE- GROUPE GRAP'SUD

88, Avenue Anatole France
11100 NARBONNE

Références : UID11/66-C1-2022-257 Affaire 032-cm

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2022 dans l'établissement DISTILLERIE NARBONNE- GROUPE GRAP'SUD implanté 88, Avenue Anatole France 11100 NARBONNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'UID 11 a été sollicité le 11 avril 2022 au sujet d'une activité de déversement d'effluents sur la commune de Narbonne et d'émanation d'odeurs.

Ce site est assimilé à une STEP industrielle pour l'exploitation de bassins de stockage et d'évaporation d'effluents viticoles/vinicoles et est réglementé par un arrêté préfectoral en date du 5 juillet 2017.

La visite d'inspection inopinée diligentée par l'inspection de l'environnement, sur l'appui de cette plainte, vise à apprécier la situation des bassins sur les points suivants :

- présences ou pas d'odeurs,
- situation des effluents dans les bassins, en particulier du bassin B1.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE NARBONNE- GROUPE GRAP'SUD
- 88, Avenue Anatole France 11100 NARBONNE
- Code AIOT dans GUN : 0006600243
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- présences ou pas d'odeurs,
- situation des effluents dans les bassins, en particulier du bassin B1.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Gestion des bassins	Arrêté Préfectoral du 05/07/2017, article 4.3.8	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Odeurs	Arrêté Préfectoral du 05/07/2017, article 3.1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis l'extérieur du site, la situation du site et des bassins ne présente pas de désordre particulier.
Pas d'odeur ressentie.

L'inspection propose de solliciter l'exploitant sur la nature des effluents présents dans le bassin B1 ainsi que sur l'origine de la mousse présente sur les berges de ce bassin B1.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2017, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents. Les sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassin de stockage, de traitement...), difficiles à confiner, doivent être implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement ...). Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux.
Constats : Le jour de la visite, le ciel était dégagé et ensoleillé, un vent régulier et léger soufflait d'ouest en est. Des effluents (visible depuis l'entrée du site) sont présents dans les bassins. Aucunes odeurs particulière n'a été relevée sur les abords du site qui longe le chemin de desserte.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des bassins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2017, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des bassins
Prescription contrôlée : Tout rejet vers le milieu naturel est interdit. L'épandage des effluents stockés dans les bassins d'évaporation et de décantation (B1 à B6) n'est pas autorisé. Les bassins B1 à B6 sont pourvus de dispositifs de communication et d'un dispositif d'isolement. Le bassin B1 de secours est maintenu vide. Il ne contient pas d'effluent et est exclusivement réservé aux situations de pluies exceptionnelles.
Constats : Depuis l'extérieur du site, il est possible de constater la présence d'effluents dans les bassins. Le bassin B1 est également occupé par des liquides en faible quantité (faible hauteur) : la présence de mousses sur les abords peut laisser suspecter la présence (non majoritaire au regard de la couleur des effluents) d'effluents dans ce bassin. L'exploitant doit justifier, sous 1 mois, la nature des effluents présents dans le bassin B1 et l'origine de la mousse accumulée sur les berges de ce dernier.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet